

PIERRE GUILLOT

et le mouvement d'émancipation en Bas-Valais

1790-1791

L'apposition d'une plaque commémorative sur la maison de Pierre Guillot à Monthey nous paraît une occasion opportune pour publier dans les Annales de la Société d'Histoire du Valais Romand la causerie que feu le Dr Eugène Donnet — descendant de Pierre Guillot — lut en séance du Vieux-Monthey le 16 novembre 1938.

L'étude complète et objective du drame qui attrista le Valais en novembre 1791 et des circonstances qui le précédèrent n'a pas encore été faite. Mais c'est par des contributions comme celle de M. Donnet, que peu à peu la vérité apparaîtra enfin dans la lumière, comme ces toiles que les peintres créent par touches successives.

Causerie dédiée au « Vieux Monthey »

I

Lors de mes débuts de rat de galetas, j'ai cru avoir fait une découverte sensationnelle. Les papiers poussiéreux, de grand format, écrits de la main de Barthélemy Guillot, docteur en droit, ne portaient-ils pas ce titre merveilleux : *Historique de l'événement séditieux arrivé sans préméditation à Monthey, le 8 septembre 1790 ?*

Or, cet historique adressé au baron de Stockalper était destiné à justifier la conduite des chefs du gouvernement de Monthey en 1790-91, et à modifier le jugement des contemporains pour qui ces braves étaient des conspirateurs, des rebelles, et, partant, des têtes chaudes destinées à la hache et à la corde.

Cet historique est cependant précieux, en tant que résumé d'histoire précis et grâce aux remarques judicieuses de son auteur.

Je laisserai de côté quelques remarques osées à l'égard des oppresseurs, et vous le présenterai, transcrit très fidèlement. Le voici :

Historique de l'événement séditieux arrivé, sans préméditation, à Monthey, le 8 septembre 1790 : qui a été fatal à plusieurs familles du

gouvernement de Monthey, entre autres à Pierre Guillot. A cet événement, le gouverneur qui était à Monthey le subdélégué du Gouvernement, a été chassé par le peuple, et ses adhérents, maltraités ou expulsés.

Le bruit du mouvement révolutionnaire de la France arrivé en 1789 a fait sensation dans l'Europe entière, au point que tous les peuples ont ouvert les yeux et raisonné sur leurs droits et prétentions politiques. Les peuplades des différentes contrées de la Suisse y ont réfléchi. Et Monthey a ouvert la marche.

Pour aider à comprendre l'empressement spontané des Montheyens à entrer dans la lutte, sans combinaison ni préméditation, l'auteur du mémoire croit utile de rappeler d'abord leur histoire et leur situation. Il le fait dans les termes suivants :

Il y a un millier d'années que notre pays était recouvert des eaux du Rhône. Les matériaux amenés par ce fleuve ont rendu cette belle plaine à l'agriculture. Les princes de Savoie ayant conçu de grandes espérances sur cette contrée, ont fondé une bourgeoisie dans son village principal et lui ont donné des encouragements pour l'augmenter. Ces largesses n'ont pas été sans fruit, puisque Monthey s'est agrandi à mériter le titre de ville que le prince lui a donné en l'an 1352.

L'an 1535¹, le pays de Vaud a été conquis sur la maison de Savoie par les Bernois qui poussèrent jusqu'au pays de Gex et le Chablais, en remontant jusqu'à la Dranse de St-Gingolph, après Thonon et Evian. Les peuples de Monthey à Evian, sachant que le Valais vivait bien avec les conquérants bernois, firent des démarches à Sion afin de s'unir à ceux de Valais, pour ne pas devenir la proie des vainqueurs et ne pas être obligés d'embrasser la religion de Calvin qu'accompagnait la victoire. Après avoir consulté les Bernois, les Valaisans acceptèrent de les recevoir sous leur protection, leur promettant de les maintenir dans tous leurs droits, privilèges et franchises, s'engageant à n'exiger aucun nouvel impôt et à ne rien changer à leurs lois. Le traité fut signé le 25 février 1536.

Tout le monde connaissait ce traité et à toutes les atteintes que les Valaisans y portaient on criait à l'injustice.

Mais les gouverneurs allaient toujours leur train, parce que ceux de Monthey n'avaient pas la force de les arrêter.

Les Haut-Valaisans qui habitaient des montagnes resserrées où ils ne voyaient personne, se trouvaient très éloignés de la civilisation du siècle.

Ils voulaient parler l'allemand, quoique la plupart ne savaient l'écrire.

Le français qui eût été plus naturel, ils le méprisaient.

Cependant ils voulaient gouverner les contrées civilisées de Martigny,

¹ Cette conquête se fit, en réalité, en janvier et février 1536. Ce rappel historique n'est pas à l'abri de toute contestation, car, outre l'erreur de date, une distraction a faussé la géographie en mettant une Dranse à St-Gingolph et en amenant jusque-là les Bernois (Réd.).

St-Maurice et Monthey auxquelles la fréquentation des étrangers donnait un aspect bien différent.

Plus on monte, moins on trouve à subsister. Ainsi Simplon qui est l'endroit le plus élevé, n'a rien que ce qu'on y apporte.

Brigue n'a que quelque fourrage, un peu de blé. Sion, moyennant quelque secours, a les approvisionnements indispensables. Martigny, au delà. St-Gingolph, Thonon, Genève sont dans l'abondance !

Monthey est dans la position indiquée par la nature pour former une liaison entre la Savoie et la Suisse. Il est dans une vaste plaine, au bord d'une belle rivière, à portée d'un beau canal qui en fera le dépôt des marchandises entre la France et l'Italie, sur la route de Paris à Milan, Rome et Naples. Si le gouvernement veut fonder un haras, Monthey est la meilleure place à choisir. Un lieu d'étape où l'on fournit le pain aux troupes, au pied de vallées très fertiles. Le marché, pour s'approvisionner et vendre les produits des vallées et de la partie de St-Gingolph, Martigny, Bex, Aigle, Vevey.

Barthélemy Guillot voyait loin !

Si le gouvernement veut faire élever des fabriques, Monthey est le seul endroit dont les terres puissent encore produire au-delà du nécessaire, si ce n'est le blé, parce qu'on ne le cultive pas avec soin.

Comment admettre alors que les ignorants des montagnes du Haut-Valais gouvernent notre plaine ? Ils ont tout mis en œuvre pour arrêter les progrès des justes idées, attendu qu'ils prévoyaient l'abandon de leur autorité. Monthey, qui fréquentait la Savoie et Vaud, renfermait les gens que les Valaisans redoutaient le plus. On y vivait, abreuvé d'amertumes politiques, et dans un état d'avilissement qui en repoussait tous les hommes aisés. Pendant ces siècles de honte, pas un particulier riche n'y est allé s'établir. La population, l'industrie et l'ignorance y ont toujours été au même degré, depuis l'émigration du XVI^e siècle, et, la jalousie des Haut-Valaisans lui a même enlevé le nom de ville.

On était en 1789. Depuis une vingtaine d'années, les abus se multipliaient d'une manière scandaleuse et effrayante. Theiler, de Sion (les gouverneurs changeant tous les deux ans, et s'y enrichissant par tous les moyens), se trouvant celui qui payait le plus pour être nommé gouverneur de Monthey, fut envoyé en 1789. Theiler acheva d'exaspérer Monthey. Il y monta les esprits au point que les contrariétés qu'il éprouva lui causèrent la mort.

Quelques mois après, Schiner lui succéda. Maladroit et grossier, il exaspéra le peuple à tel point que le 8 septembre 1790, jour de foire qui avait attiré une grande partie de la population des environs, l'émeute éclata.

On s'entretint d'abord de la liberté des peuples, et chacun parlait de l'usurpation des Haut-Valaisans et de notre état prospère sous les Comtes de Savoie. Au bruit qu'on voulait se débarrasser des subdélégués valaisans allemands chacun voulait être de la partie, sans autre information.

Le lendemain, le peuple de Monthey en désordre, s'attroupa sur la place du marché, et jura de ne plus souffrir d'être gouverné par le Haut-Valais. Les chefs allèrent dans la maison Guillot dire que leur confiance était dans cette famille, qu'on voulait qu'elle travaillât à remettre l'ordre, au redressement de leurs droits et à l'établissement de leurs griefs.

Il n'était pas question de dire non !

Tous les chefs des communes réunis le même jour, 9 septembre, dans la maison Devantéry, nommèrent Devantéry, Dognier, Derivaz (qui fut plus tard législateur), Dufour, Marclay et Guillot auprès du Haut-Valais, pour démontrer que ce qui venait d'avoir lieu à Monthey contre le gouverneur n'était point chose préméditée, que c'était l'effet du mécontentement général, que les préposés des communes ne pouvaient pas prévoir, et qu'il n'y avait que la modération des gouverneurs qui puisse en arrêter le cours. — Il aurait fallu agir avec circonspection à Monthey. — Sion s'attendait du reste à un soulèvement, puisque le capitaine Arnold et le secrétaire Roten y avaient dit au début de septembre : « Une grande révolution se met en train dans notre voisinage : ayons les yeux sur nos sujets de Monthey. » Roten a, du reste, tout fait dès ce moment pour écraser ceux qui osaient parler de la France avec respect. L'ancien gouverneur d'Augustini lui-même n'était-il pas persuadé que les Haut-Valaisans étaient à la veille de perdre Monthey lorsqu'il écrivait le 26 août 1790, de Brigue, à Barthélemy Guillot : « Vous aurez la bonté de vendre la forêt de Verbois à 750 florins. — J'aime mieux finir mes affaires du temps du seigneur gouverneur Schiner ! » Et le capitaine Arnold n'est-il pas du même avis, lorsqu'il dit vers le 3 septembre 1790 : « Si cela dure, je ne mettrais pas 2 batz sur une carte contre la souveraineté du Haut sur Monthey. »

Je crois avoir exposé clairement ce qui s'est passé, termine Barthélemy Guillot.

Ainsi, M. le Baron, j'ai l'honneur de vous adresser l'historique de ce que m'avez paru être désireux : je n'ai pas donné de détails sur les victimes de la sédition de 1790 — parce qu'elles ont été mises à mort, sans qu'on puisse connaître le procès qu'on *suppose* avoir été fait à leur sujet — car tout a été enveloppé du plus grand mystère. On imagine et on se figure qu'on les a regardés comme les instigateurs du mouvement révolutionnaire qui a chassé le gouverneur qui était à Monthey, et a fait décider les autres subdélégués de St-Maurice et d'ailleurs à se retirer promptement de la partie inférieure du Valais. Ce mouvement a forcé les habitants de St-Maurice et des environs à prendre la cocarde, signe de l'insurrection.

Après cela, des hommes ont été assassinés sans pouvoir connaître leur jugement. — Tout s'est passé dans le désordre, *contre le droit des gens*. — On sait que Pierre Guillot a eu sa maison pillée en 1791, et qu'il a été assassiné la même année. Parce qu'il aurait dit à la fin d'un discours : « J'aurais donné dix louis pour qu'on ait chassé le gouverneur Theiler », on a déduit de sa conduite, lors de la sédition, qu'il aurait incité le lendemain du 8 septembre 1790, où fut expulsé Schiner,

tous les citoyens de Monthey et environs de ne plus souffrir d'être gouvernés par les Haut-Valaisans. — Puis les papiers ont été enfouis en 1798, lorsque les troupes françaises sont entrées en Valais.

On dit que ce tribunal sanguinaire était composé de : Gaspard-Eugène Stockalper, Roten, secrétaire d'Etat, Sigristen, Wagner, Jost, de Sépibus devenu sous-préfet, Andenmatten, Perrig, Preux, Juilier, Riedmatten, Courten.

Ici se termine l'historique de Barthélemy Guillot, fils de Pierre Guillot. Espérons que, de leur retraite volontaire ou quelque peu honteuse, d'autres papiers — car il y en a — sortiront, qui permettront de compléter l'historique de Barthélemy Guillot.

II

Mais l'émeute avait éclaté. Il s'agissait de prévenir la colère et la démonstration de force des seigneurs. A cet effet, le 9 septembre déjà, les chefs des Communes réunis chez le capitaine général Devantéry, prenaient la décision suivante :

Le Conseil du Gouvernement de Monthey a jugé nécessaire, en conséquence du tumulte arrivé le jour de la foire de Monthey, le 8 septembre, de députer le métral Delseth de Vionnaz et le curial Guillot, aux fins d'exposer à Leurs Excellences nos souverains seigneurs le fait *tel qu'il s'est passé*, et les assurer de la tranquillité du Gouvernement de Monthey. Et qu'il plaise à Leurs Excellences d'écouter *leurs représentations* pour le plus tard à la Diète de Noël, et plus tôt si possible. De les supplier, en même temps, de ne faire aucune chose nouvelle dans le Gouvernement. En un mot, pour faire toutes requêtes qu'ils croiront nécessaires dans une telle circonstance, avec toute la décence convenable, promettant de les indemniser de tous leurs frais, etc.

Signé : Guerraty, secrétaire du dit Gouvernement.

C'est alors que le vrai attachement entre les communes du gouvernement de Monthey et de St-Maurice se manifesta. Jusqu'à fin septembre, il ne se passa pas un jour sans que les agents de liaison fussent en route entre les communes, d'abord, et entre Monthey et St-Maurice ensuite. Il s'agissait de décider d'abord dans chaque commune l'attitude à prendre. A cet effet, les chefs de familles se réunissaient, soit à Collombey, soit à Monthey, soit à Vouvry. Puis ils désignaient les délégués qui devaient se rendre dans les deux sièges des gouvernements de St-Maurice et Monthey. Et c'est dans les assemblées plénières que, finalement, on

désignait les délégués qui devaient se rendre à Sion, auprès du seigneur Baillif, et aussi auprès de l'Evêque.

A cette époque, les chefs en vue étaient : à Monthey : Devantéry, Derivaz, Pierre et Barthélemy Guillot, Guerraty notaire, Louis Vonbrüe[1], Domengeoz ; à Choëx : Jean-Joseph Donnet ; à Collombey-Muraz : Jean Donnet ; à Vionnaz : Delseth ; à Vouvry : Michel Pignat ; à St-Maurice : Quartéry châtelain, de Bon[s] major, de Bon[s] capitaine, Graile¹, Louis Preux, de Nucé, Joris capitaine, Barman syndic, et Gard capitaine.

Furent chargés du protocole : Franière, Pierre Pont, Louis Guerraty, Donnet curial, Dufour, Vaney, Devantéry, le jeune notaire Marclay.

Les agents de liaison annoncèrent du 9 au 14 septembre à Troistorrents, Val d'Illiez, Collombey-Muraz, Vionnaz, Vouvry, Bouveret et St-Gingolph, l'assemblée plénière du 15 septembre à St-Maurice.

Outre les délégués sus-nommés, Monthey envoya six membres sûrs. De St-Maurice, l'assemblée se transporta à Monthey le 16, chez le capitaine Devantéry, sous la présidence de Derivaz major.

Elle dura les 16, 17 et 18.

St-Maurice s'y fit représenter par 5 délégués le 16 ; 1 le 17 et 2 le 18 ; Vionnaz, par 3 délégués les 3 jours.

Le Dr Devantéry garantit la liaison constante avec Bex qui favorisa le mouvement, tandis qu'Aigle dut s'abstenir à cause des troupes. C'est durant ces assemblées que furent mises au point toutes les questions à débattre à Sion, où Pierre et Barthélemy Guillot durent se rendre immédiatement avec Delseth.

Le 21 septembre, il arrivèrent à Sion. Leur démarche fut désastreuse. Bien plus, Pierre Guillot fut destitué de son titre de syndic, et son fils, de sa charge de curial. Il fut en outre privé pour trois ans de sa pratique d'avocat et notaire, et ne put contracter aucun nouvel emploi.

Et Sion exigea purement et simplement le serment de fidélité des communes du Bas-Valais.

De retour à Monthey, les délégués organisèrent des assemblées qui eurent lieu à Monthey les 24, 25 et 26 septembre. St-Maurice y fut représenté par 5 délégués les 3 jours.

Et on attendit.

Or, le 23 octobre 1790, sur un faux bruit, Sion mobilisa 2800 hommes pour arrêter les « sujets » qui, disait-on, marchaient sur la capitale. Et malgré l'évidence de cette erreur, on mit à la charge du Bas-Valais

¹ Greyloz (Réd.).

les 2500 écus que coûta cette mobilisation inutile. Ce ne fut qu'après d'humiliantes et instantes démarches que les délégués du Bas obtinrent un adoucissement quelque peu appréciable.

C'est à ce moment que Berne tenta une démarche à Sion pour amener une entente entre les deux parties du pays. Mais Sion répondit avec hauteur qu'il ne saurait être question de médiation entre souverains et « sujets » !

Le Haut-Valais ne sut se résigner à faire un geste désintéressé afin de calmer les esprits. Il ne comprit pas que c'était le moment de faire entrer le Bas-Valais dans la grande famille et de s'assurer ainsi sa fidélité à tout jamais.

La proie était trop belle ; la cupidité, trop ancrée : Ni les démarches auprès de l'Evêque, ni les délégations auprès du Gouvernement ne purent fléchir l'arrogance et l'injustice.

Pendant ce temps, la révolution française gagnait du terrain, et les gardes-frontières ne purent l'empêcher de pénétrer finalement chez nous.

L'heure était critique. Les Bas-Valaisans se serraient les coudes.

Le 3 octobre 1790 avait eu lieu une grande assemblée dont voici le protocole :

Sous la présidence de Prudent Pierre Didier Fay, vice-châtelain de Collombey-Muraz,

ce 3 octobre 1790

dans la maison des Nobles Delavallaz à Collombey, ont été constitués Jean Donnet, syndic de la commune, l'officier Jean Parvex, Joseph Donnet, Michel Clerc, Gaspard Parvex, Jean-Joseph Delavis, Claude Donnet, Pierre Parvex, Jean Clerc, Jean-Pierre Besson, Joseph Borgeo, Jean-François Riondet, Claude Clerc, Pierre-Maurice Cuintin, André Clerc, Louis Vaney, Didier Borgeau, Joseph Billioud, Michel Parvex, Louis Parvex, Jean-Gaspard Turin, pour *Muraz* ; — Pierre-Maurice Raboud, procureur d'Illarsaz, Claude Borgeau, Jean-Didier Parvex, Claude Favre, pour *Illarsaz* ; — Guillaume Jeandet, officier, Maurice Vullioud, Pierre Franc, Jean-Claude Roulier, Jean-Pierre Burdevet, Barthélemy Tormaz, François Tormaz, Pierre-Hubert Turin, Claude Franc, Pierre Carraud, Téodore Franc, Jean-Pierre Carraud, Claude Burdevet, Michel Chervat, François Borgeau, Claude Chervat, Louis Jeandet, Jean-Didier Tormaz, Jean Perrier, Pierre Chervat, Jean-Joseph Jandet, Jean Carraud, Claude Delerse, Jean-Pierre Jandet, pour *Collombey-dessus* ; — Guillaume Vullioud, syndic désigné, Joseph Blanc, procureur de Collombey-dessous, Claude Moche, Jean-Claude Delenvers, Jean-Michel Moche, Pierre Moche, Jean-Joseph Tormaz, Jean-Joseph Quey, Pierre Parvez, Pierre-Didier Borgeau, Jean-Didier Barlatay, pour *Collombey le Grand* ; — Jean-Claude Fornage, procureur des Neires, Jean Planche, Jean-Michel Planche, Jean-Claude Bovéry, Jean-Claude Planche, Mau-

rice Martenet, Hyacinthe Donnet, Pierre-Maurice Planche, Benjamin Planche, Garin Cottet, pour *Les Neires*. Lesquels, de leur libre volonté, en conséquence de la réponse souveraine du 1^{er} octobre 1790, les dits chefs de familles composant la Communauté de Collombey-Muraz, nomment, créent et instituent honorable Jean Donnet syndic moderne de la Communauté, ici présent et acceptant, savoir : pour se joindre aux autres Communautés du gouvernement de Monthey au sujet de l'acceptation des Gouverneurs et des règlements à faire, donnant pleins pouvoirs au dit procureur de faire généralement tout ce qu'il jugera à propos à ce sujet, pour l'utilité publique et le bien-être d'un chacun.

Promettant d'agréer et de tenir pour bon et valable tout ce que le dit procureur fera et conviendra à cette occasion, et de le relever de tous les frais et dépens qu'il supportera à ce sujet.

Avec les promesses de bonne foi, obligation de biens, garantie, débrignations, maintenances, renonciations et autres clauses de droit ici requises. Notamment celles des statuts.

Fait à Collombey, au lieu dit, en présence de Jean De la Croix, de St-Paul en Chablais, et de Jean-Pierre Garian, natif de Sion, demeurant ici, témoins connus et requis.

En foi de quoi, je me suis signé

Barthélemy Guillot, notaire public.

C'est alors que Monthey envoya de nouveau à Sion un délégué, en la personne de Louis Vonbrüe — probablement Vonbrüel. Celui-ci fut reçu. Mais on ne connaît pas de valeur positive à sa démarche. Il rentra le 2 novembre 1790 sans résultat.

Le même jour eut lieu à l'auberge du Lion d'Or, propriété de Pierre Guillot, une nouvelle assemblée des chefs du pays. Y furent présents, entre autres :

Pierre Pont ; Franière ; Louis Guerraty ; Donnet, curial ; Vaney ; Dufour ; le jeune notaire Marclay ; Pierre Guillot et son fils Barthélemy ; Louis Vonbrüe[1] ; Domingeo ; Potier. Il s'agissait de déléguer chez l'Evêque de Sion quelques chefs pour exposer la situation réelle, et démentir les faux-bruits d'insurrection.

A cet effet, on communiqua aux syndics et procureurs de Bouveret et Vouvry, qui étaient absents, le texte suivant :

Les comités du Haut-Gouvernement de Monthey jusqu'à vous ont délibéré d'envoyer une députation qui partira incessamment, auprès de Sa Grandeur Mgr l'Evêque de Sion, et auprès de Son Excellence Ballivale, en conséquence du monitoire épiscopal qui vient d'être publié, pour détruire le bruit touchant l'anarchie qu'on prétend régner ici, et justifier les communautés de ces faux-bruits. Les députés seront le Rév. Curé Werra, Lieutenant Guillot et syndic Domengeoz.

Vouvry, calmement, sous la signature de Michel Pignat, syndic et curial, répondit :

Les procureurs de Vouvry n'entrevoient nullement que la chose soit si pressante, pour ne pas attendre demain, jour auquel on a resté à s'assembler, et où les députés se rendront afin de prendre les mesures les plus convenables pour le bien de l'affaire commune.

Vouvry, ce 2 novembre 1790.

Après de multiples préparatifs, une nouvelle assemblée eut lieu le 9 novembre 1790 à l'auberge du Lion d'Or, chez Pierre Guillot.

Entre-temps, l'Evêque de Sion reçut les délégués. Mais les nouvelles que ceux-ci apporteront le 14 novembre suivant en assemblée plénière des 4 communes n'étaient pas favorables.

Après tant de déceptions, le Bas-Valais comptait encore sur la diète de Noël 1790. Ils préparèrent leurs listes de revendications. Mais Sion les avertit, avant de les recevoir, que toute revendication qui ne pourrait se justifier immédiatement serait une condamnation pure et simple de son auteur ! Les délégués ne purent se faire entendre et durent annoncer en rentrant que tout « sujet » puni du temps du gouverneur Schiner aurait à verser, sans rémission, ses amendes à l'ancien seigneur ! Passons. Ne parlons pas davantage du soi-disant complot de février 1791 — qui aurait prévu le massacre de notables, l'incendie de l'Abbaye de St-Maurice, etc. — Si les Bas-Valaisans avaient voulu se venger, ils auraient eu le temps puisque ce n'est que huit mois plus tard que les troupes de Sion arrivèrent dans le Bas-Valais, sûres de l'appui des Bernois en garnison à Aigle.

Monthey fit tout pour entrer en bonnes grâces auprès de Sion, tandis que les seigneurs qui se sentaient diminués et bafoués, juraient la perte des citoyens courageux qui avaient osé les affronter.

III

Et maintenant, parlons plus spécialement de Pierre Guillot.

Guillot, nom très savoyard. Les recherches dans les archives amènent la certitude de la présence des Guillot à Monthey, alors sous la domination des ducs de Savoie, en 1489 : *Jean Guillod : ot* ou *od*. En 1498, on trouve un *Jean, fils de Jean*. Puis, en 1666, soit 130 ans après l'établissement des gouverneurs, *Pierre Guillot — ot —*, en sa qualité de syndic de Monthey. — Ce Pierre Guillot eut un fils *Pierre* que nous retrouvons comme Hospitalier de Monthey en 1691. Ce dernier épousa Madeleine Boquis, fille du notaire Gaspard Boquis, lui-même descendant direct de Jacques Boquis, châtelain de Vouvry.

De ce mariage naquit *Antoine* Guillot qui fut syndic de Monthey en 1726. C'est Antoine Guillot qui, le premier, entreprit de creuser le lit de la Vièze entre le Château-Vieux et la Recoufière. Il fut en outre procureur de la bourgeoisie de Monthey de 1741 à 1745. Antoine Guillot épousa Ursule Claret, fille de Jean. — De ce mariage naquit *Pierre Guillot* qui fut le véritable héros de l'indépendance du Bas-Valais.

Pierre Guillot naquit en 1727. Comme son père et ses aïeux, il entra de bonne heure dans les fonctions publiques. *Conseiller* des bourgeois en 1757, *procureur* de la bourgeoisie de 1773 à 1775, il demeura au Conseil jusqu'au 28 octobre 1780, date de sa nomination comme *syndic* de Monthey. Il conservera ce titre jusqu'à fin septembre 1790.

Avant de parler davantage de cet excellent citoyen, citons encore une lettre de son fils Barthélemy, écrite le 11 mars 1782, et qui a trait à l'établissement de la famille Guillot à Monthey. Cette version n'établit pas de relation entre sa famille et les premiers Guillot mentionnés en 1489, mais il n'est pas impossible que ces anciens Guillot aient été leurs ancêtres...

Notre famille, écrit-il, vient de Samoëns, au Faucigny, province de Savoie. Le premier qui vint fut un certain Amédée, qui était marchand à Monthey. Sa femme, je ne sais pas d'où elle était. Il eut un fils appelé Pierre qui épousa la fille du curial Boquis. Ils eurent pour enfants entre autres Antoine Guillot, notre père-grand. Ce Pierre Guillot s'alla affranchir pour ce pays, et Antoine a fait corroborer ces franchises où il est dit que nous sommes francs dans tout le pays de Vallais. Cela ne signifie pas grand'chose. Le grand système dans ce païs, c'est de jouir de places un peu honorables, pour y pouvoir gagner de l'argent. Celui qui sait être le plus traître et fourbe est le mieux.

L'esprit d'indépendance des Guillot se manifeste dans divers écrits que je possède, mais que je tiens à compléter avant de présenter le vrai caractère des chefs du gouvernement de Monthey entre 1770 et 1791.

Pour aujourd'hui, reprenons notre personnage principal : Pierre Guillot.

Il eut deux fils : Barthélemy et Pierre, et une fille Marie, qui épousa François-Joseph Zum Ofen, premier du nom qui s'établit à Monthey en 1790.

Prompt, franc et bouillant, Pierre Guillot père avait toutes les qualités, à nos yeux — tous les défauts, aux yeux des Haut-Valaisans —, pour accélérer la marche de la liberté et terminer fatalement sa vie sous le glaive. Mal noté à Sion, il fut surveillé par les créatures des gouverneurs, surtout dès le jour où il cria à haute voix, dans son auberge du Lion d'Or : « Je donnerais bien cent écus bons à qui chasserait et romprait Theiler ! »

J'ai dit que Guillot était prompt, franc, bouillant ; voici un autographe qui vous en dira plus long que bien des études sur son caractère et l'attitude des gouverneurs ! C'est une lettre que Pierre Guillot destina au Grand-Baillif.

Le 30 avril 1789, je me suis transporté au château devant le Seigneur Gouverneur Schiner, pour demander la permission de vendre vin les 15 premiers jours de mai. Il me demande 1 louis, pas moins. — Je lui dis que les autres cabaretiers lui donnent 2 écus neufs, et je lui en présente autant. « Suffit, qu'il me dit, que je vous défends de vendre vin à personne à moins d'un louis. » Je me dis en moi-même : le Seigneur Gouverneur sera de meilleure volonté le 1^{er} mai.

Le 1^{er} mai, à 8 h. du matin, je salue le Seigneur Gouverneur qui avait son officier avec lui. — Monseigneur, je viens interrompre, pardon ; je viens vous présenter ces deux écus neufs pour vendre vin. — « Non, pas moins d'un louis. Tu sais ce que je t'ai dit. » — Je réponds que je serai alors obligé d'aller au Seigneur Baillif. — Il ne m'a pas laissé finir qu'il m'a traité de gueux, de coquin, de morpion ! — « Passe-moi la porte ! Tu seras à ma droite à la diète. » — Je réponds que je n'étais point un coquin, que j'avais toujours payé ce que je devais, qu'on ne m'avait jamais dit que je payais mon droit d'enseigne pour onze mois et demi et non pour douze. — « Suffit, passe-moi la porte. »

Voilà comment le gouverneur traitait le syndic de Monthey en 1789 !

Pierre Guillot mit à la disposition de la cause de l'indépendance sa personne, sa famille, les grands locaux de sa maison, ses biens, sans oublier sa bourse. Durant les événements de septembre 1790 et les réunions et délégations consécutives, il paya ouvertement de sa personne. Le Grand-Baillif, à Sion, au lieu de l'écouter le 28 septembre 1790, le destitua de son titre de syndic et, en même temps, destitua son fils Barthélemy de sa charge de curial et lui retira sa patente de notaire et avocat pour la durée de trois ans.

Puis ce fut le soi-disant complot de février 1791 qui amena l'occupation du Bas-Valais huit mois plus tard, après que les Haut-Valaisans se furent assuré l'appui inconditionnel des Bernois.

Car la preuve de bonne entente entre les Bernois oppresseurs du pays de Vaud et les Haut-Valaisans est manifeste, comme en fait preuve la liste écrite par le président de la Commission souveraine du Valais, en date du 9 octobre 1791, au chef d'armes des Bernois à Aigle :

Monsieur,

Nous vous faisons part, Monsieur, de notre arrivée céans et de celles de nos troupes consistant en neuf cents hommes — dont l'entrée en ce bourg a eu lieu aujourd'hui sans aucune espèce d'obstacle, vers

les 4 heures après-midi. Cinq cents hommes sont destinés à rester ici pendant tout le temps de notre séjour. Cent occupent la ville de Saint-Maurice et autant celle de Martigny. Deux cents se portent et répartiront dans les villages d'ici à St-Gingolph et nommément à Vouvry.

Dès notre arrivée au Château nous avons appris avec un plaisir très particulier de par M. notre Gouverneur la correspondance intéressante qu'il vous a plu, Monsieur, ainsi qu'à MM. Manuel et Diesbach, d'entretenir avec lui relativement aux troubles qui se trament encore par des sujets dénaturés des 2 Etats voisins. Nous nous empresserons de cultiver de notre part cette communication, précieuse dans les conjonctures actuelles, en vous participant tous les fruits de nos recherches qui pourront intéresser votre Etat de manière quelconque, et en vous priant de seconder de vos soins réciproques nos opérations à cet effet. Nous espérons sans doute que la présence de nos troupes vous engagera de ne pas retirer les vôtres au moins les plus voisines à nos frontières. — Dans cette attente, nous avons l'honneur de vous dire avec considération,

Monsieur,

vos très affectionnés et dévoués
le Président et Conseil de la
Commission Souveraine.

Monthey, ce 9^{me} octobre 1791.

Cette Commission souveraine, tribunal suprême, siégea à Monthey du 3 octobre au 12 novembre 1791. Durant tout ce temps, Pierre Guillot dut loger à ses frais soixante hommes et dix chevaux. En se retirant, la troupe, en date du 12 novembre 1791, entraînait avec elle à Sion : Pierre Guillot, Pierre Rey Borrachon, Jean-Joseph Durier, Gaspard Thomas et Louis Borrat. Pierre Guillot, avisé de ce qui se tramait, eût pu s'échapper jusqu'au dernier moment et passer en Savoie. Mais, comme les autres inculpés, il ne se sentait nullement fautif, et, par conséquent, partit avec eux pour Sion, confiant en sa bonne conscience.

Mais là les attendait la torture, pendant deux jours et deux nuits, et comme les aveux ne sortaient pas au gré des autorités, ils furent finalement pendus ou décapités, le 15 novembre 1791.

Héros méconnus, ces braves et courageux citoyens n'ont pu bénéficier, dans les temps qui suivirent, de témoignages d'admiration ostentatifs, car non seulement leur souvenir fut avili par les seigneurs et leurs créatures, mais la crainte de poursuites empêcha longtemps leurs noms d'être publiés ouvertement et leur mémoire d'être honorée. Et après 1789 on parla surtout d'autres héros plus musclés et plus chanceux. Je tenais à relever la valeur incontestable des vrais héros qui payèrent de leur sang l'émancipation du Bas-Valais.

Dr Eugène DONNET †